



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N° 120

JANVIER 2018

LES “PROUESSES ÉCONOMIQUES” CHINOISES AU REGARD DES DROITS DE L'HOMME

Réflexions sur les chiffres

Une fois de plus, les milieux économiques vont juger la Chine par les contrats signés lors du dernier voyage du chef de l'État (Xi'An et Beijing, 8-10 janvier). Dans les domaines du nucléaire d'abord, avec le projet de construction d'un centre de retraitement du combustible nucléaire usagé, projet qui vient à point pour atténuer le marasme où est plongé Areva ; s'y ajoute le démarrage annoncé pour dans six mois du réacteur EPR, lequel entrerait donc en fonction avant ceux de Flamanville et de la Finlande.

La Chine s'est dite disposée à lever l'embargo imposé en 2001 sur la viande bovine, ce qui pourrait permettre des

exportations bien venues. S'ouvrent aussi quelques perspectives dans le domaine de l'aéronautique.

Ces signatures profitables suffisent pour qu'on célèbre ici et là l'amitié entre les deux pays et pour que, cette fois encore, on voit dans la Chine le pays qui stimule la conjoncture mondiale et dont la croissance peut servir à désemployer l'économie occidentale. La satisfaction procurée par la signature des traités s'accompagne aussi – c'est habituel – d'une relativisation de l'importance des droits de l'Homme et d'une reprise de l'antienne : il faut nourrir la population avant de penser aux libertés. Que ce raisonnement serve au Parti chinois

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



pour se justifier n'a rien d'étonnant. Mais il est plus surprenant qu'il soit largement repris en Occident, y compris parmi les esprits les plus libres, avec pour résultat une grande indulgence pour la répression, voire un manque d'intérêt pour le sort de la majorité de la population.

Un peu d'attention aux réalités de la rue et l'examen des données disponibles montrent que cette opposition « Mieux vivre l'emporte sur les droits de l'Homme » ne repose sur presque rien, sinon sur une série de méprises ou de sophismes. En partie parce qu'il est difficile d'approcher la réalité chinoise, du fait même de son gigantisme démographique et géographique. En voici quelques exemples :

Il y a plus de milliardaires au parlement chinois qu'au Congrès des États-Unis ; la classe moyenne chinoise, selon le Crédit suisse, est plus nombreuse que la classe moyenne américaine. Oui, peut-être, si l'on n'est pas regardant sur la définition des classes

moyennes. Mais on peut affirmer – avec tout autant de certitude – que la Chine détient, après l'Inde, le plus grand nombre d'individus vivant dans une extrême pauvreté, sous le seuil de deux dollars par jour. Comment juger d'un pays qui contient et les brillances de quelques Champs-Élysées et le dénuement de nombreux Burkina Faso ?

On demandait à l'ambassadeur des États-Unis Gary Locke, peu avant qu'il quitte son poste en 2014, ce qu'il recommanderait à son successeur : « Mon conseil le plus sincère serait qu'il se rende dans beaucoup d'endroits et dans le plus grand nombre possible. Beijing n'est pas la Chine et les grandes villes ne sont pas représentatives du pays ». (Men's Health, février 2014). Un chiffre pas très récent mais qui a le mérite d'être officiel estimait le revenu annuel moyen paysan par tête à 1 595 yuans, soit 250 dollars (Xinhua, 12 octobre 2011). Aucune politique n'est venue depuis en changer l'ordre de grandeur.

Le niveau moyen mondial, à peu près

Il faut au moins faire l'effort de rechercher les données chiffrées et ne pas se contenter des impressions du voyageur. Que nous disent les quelques statistiques disponibles sur le niveau de vie atteint par la population chinoise après soixante-huit ans de pouvoir sans partage du PCC ?

Le produit intérieur brut annuel par habitant nominal vient au quatre-vingt-unième rang mondial (Fonds monétaire international pour l'année 2013) avec 6 959 dollars ; si l'on veut tenir compte des pouvoirs d'achat réels, le produit intérieur à parité de pouvoir d'achat occupe la quatre-vingt-septième place, sur 184 pays, avec 11 868 dollars. Ce dernier chiffre peut être rapproché de l'estimation (Banque mondiale), forcément grossière, de la production mondiale 2016 – 75 544 dollars – divisée par la population du globe – 7 442 milliards d'individus –, soit un quotient de 10 152 dollars pour le P.I.B. individuel mondial.

La moyenne chinoise est donc à peu près la moyenne de la planète. Il n'y a pas lieu de pavoiser, après tant de décennies de supériorité affirmée du système socialiste. On parvient à des conclusions voisines à partir des constats suivants :

Selon le Fonds monétaire international, le produit intérieur brut chinois global était en 2015 de 11 564 milliards de dollars, soit 70 % de celui de l'Union européenne (16 396 milliards), mais celle-ci est trois fois moins peuplée. Il dépasse un peu le double du P.I.B. du Japon, mais pour une population dix fois plus nombreuse.

En produit par habitant selon la même source, la Chine de 2013 vient derrière le Venezuela, le Monténégro et la Bulgarie en chiffres bruts. En tenant compte des pouvoirs d'achat, elle cède le pas à la Serbie, à la Macédoine ou à l'Algérie. En Asie orientale, elle est dépassée par Hongkong, par Taïwan, par la Corée du Sud, par la Thaïlande. Où est le miracle chinois, après un afflux de capitaux et de technologies occidentales sans égal dans l'histoire ?

Le concept de Produit intérieur brut est d'ailleurs plus complexe qu'il ne semble. Puisqu'il s'agit d'activité intérieure, il inclut la production des firmes étrangères installées sur le territoire. Celles-ci emploient bien entendu des salariés chinois mais une partie de leur champ d'action se trouve hors du pays. La moitié environ des exportations chinoises est effectuée par des entreprises à capital étranger. On ne dispose pas de données correspondant à un produit national brut, qui ne concernerait que les Chinois.

Mais une remarque plus essentielle encore concerne le concept même de produit intérieur par habitant. Les chiffres moyens parlent peu dans les pays à fortes inégalités de ressources : la moyenne d'une poignée de revenus très élevés avec une foule de bas revenus est un concept peu significatif car non homogène et désarticulé. Or la société chinoise est devenue dans les dernières décennies une des plus inégalitaires de la planète.

Suspicion sur les chiffres officiels de la croissance

Il y a des années qu'on s'interroge sur la croissance réelle de l'économie chinoise. On doute des chiffres avancés par le pouvoir, mais, de façon assez surprenante, les médias occidentaux finissent toujours par les accepter et à en tirer des conclusions. L'État chinois annonce ce 18 janvier que la croissance 2017 fut de 6,9 % alors qu'elle se limitait à 6,7 % l'année d'avant ; aussitôt, la presse occidentale se réjouit parce que « la deuxième économie de la planète accélère. La Chine a donc fait beaucoup mieux que prévu » (Figaro, 18 janvier).

Ce raisonnement plusieurs fois repris par les médias est un enfantillage. Il suppose que les chiffres chinois résultent d'une méthodologie aussi sérieuse que celle des statisticiens occidentaux, ce qui n'est pas le cas et pour deux raisons visibles de chacun.

La première, depuis longtemps perceptible, c'est que chaque unité de production dans le système chinois a intérêt à gonfler ses chiffres. À la différence de l'Occident où l'on minimise les résultats pour payer moins d'impôts – se mettre en perte apparente pour expédier les profits dans des paradis fiscaux serait idéal, les entreprises chinoises ont tout intérêt à gonfler les chiffres. Le patron de l'entreprise se fait bien voir et le chef de la municipalité concernée, aussi. Leur succès prétendu rejaille sur le district, éventuellement sur la province. Et les chefs du parti dans la province voient s'accroître leur chance d'être envoyés à l'Assemblée nationale, voire d'être choisis comme membres du Comité central ou du Bureau politique du Parti.

La direction de l'État-Parti elle-même a tout intérêt à faire croire à une croissance forte, qui laisse espérer des profits élevés et encourage les investissements directs étrangers. Ceux-ci sont indispensables pour compenser les sorties de capitaux destinés aux investissements extérieurs ou aux placements dans des lieux sûrs.

C'est cette même surenchère sur les résultats, combinée à une naïveté et à une inexpérience inimaginables, qui avait conduit dans la première décennie du régime la direction du Parti à accepter plusieurs mois sans murmurer les chiffres mirobolants d'une croissance agricole dépassant de loin tout ce qu'on peut obtenir dans le secteur industriel (période dite du Grand Bond en avant).

La tendance s'est prolongée jusqu'à nos jours, comme on a pu voir avec les truquages statistiques de la province du Liaoning (43 millions d'habitants) dénoncés tardivement en janvier 2017 pour la période 2011 à 2014. Un district avait atteint des records en multipliant par près de 2,3 ses revenus publics. Pour revenir à des données plausibles, il a fallu, fait sans précédent, mettre en récession officielle la province du Liaoning. Mais celle-ci n'est pas la seule concernée : dans des documents publiés lors des Wikileaks, Li Keqiang, devenu depuis premier ministre, affichait en 2007 son scepticisme envers les statistiques officielles « confectionnées artisanalement » et déclarait se référer à d'autres indicateurs plus fiables, comme la consommation d'électricité, les volumes transportés et les prêts bancaires.

Les difficultés de la pratique comptable

Il est une autre raison d'erreur, qui peut servir les exagérations dont on vient de parler. C'est que les directions d'entreprises ne maîtrisent pas forcément les principes comptables sur lesquels devrait reposer la comptabilité nationale. Ces principes doivent être rigoureusement respectés et s'inscrire dans une pratique longue, bien codifiée et généralement acceptée. Or tel n'est pas le cas en Chine, où l'on sort à peine d'une économie administrée.

Le système comptable chinois est tout jeune. Les premières règles préparant une convergence avec les normes internationales étrangères sont apparues en fin des années 70 du vingtième siècle. En 2005, les autorités annoncent leur intention de se rapprocher des IFRS (normes internationales d'informations financières) et attendent des entreprises qu'elles s'y conforment à partir de 2011. L'objectif n'a vraisemblablement pas été atteint puisqu'en novembre 2015, le ministère des Finances a constitué un groupe de travail pour

rechercher les modalités de mise en place de ces normes IFRS, en priorité dans les entreprises orientées à l'international. Il faut du temps pour généraliser des normes comptables. En particulier à l'échelle de l'immensité chinoise. À l'heure actuelle donc, il est plus que probable que le langage des affaires chinois et, plus précisément, celui de la comptabilité – qu'elle soit nationale ou d'entreprise –, ne recoupe que partiellement ceux du reste du monde. De nombreux facteurs contribuent à ces différences : l'absence de contrôle interne ou externe efficace, la toute-puissance du chef d'entreprise installé dans la hiérarchie du parti, le manque patent de comptables diplômés, l'importance des relations personnelles et le rôle toujours déterminant du P.C.C., lorsqu'il s'agit de fournir à l'extérieur l'image d'une entreprise ou celle de la conjoncture du pays. Il faut que cette image soit favorable alors que ce que demande la comptabilité occidentale, c'est que l'image soit « sincère ».

Une championne des inégalités

On pourrait attendre d'un pays qui se réclame du socialisme que la répartition des revenus y soit plutôt égale. Tel n'est pas le cas de la Chine, selon ses propres indices d'inégalité (coefficients de Gini) – lorsqu'elle veut bien les donner. Ce coefficient se situe à 0,2 sur une échelle de 0 à 1 dans les économies scandinaves soucieuses d'équité sociale ; en France, il se situe vers 0,3, niveau auquel se trouvait la Chine jusqu'à 1985. L'indice Gini chinois atteignait 0,473 en 2013 et 0,469 en 2014 (Xinhua, 21 janvier 2015), chiffres jugés comme reflétant des tensions sociales extrêmes¹. Le coefficient aberrant de 0,61 avancé pour 2010 a été promptement retiré ; il faisait du pays le champion mondial des inégalités pour la fortune.

L'indice de Gini n'est pas facile à établir dans des pays où l'infrastructure statistique est incertaine. On nous dit maintenant que les coefficients publiés ne concernent que les zones rurales. Mais d'autres études portent aux mêmes conclusions. En 2014, une étude de l'Université de Beijing montrait que 1 % des plus riches détenait un tiers des richesses du pays². 25 % des plus pauvres détenaient 1 % des richesses. D'où la remarque caustique : « Il y a trois catégories sociales en Chine : ceux qui ont, ceux qui n'ont pas et ceux qui ont des yachts ».

En y regardant de plus près, on constate des situations individuelles stupéfiantes. Selon

l'édition 2017 de la Hurun Rich List, publication de Shanghai qui fait autorité, les trois plus riches Chinois Xu Jiayin (Evergrande), Ma Huateng (Tencent), Ma Yun (Alibaba) détiennent respectivement 43, 37 et 30 milliards de dollars. Au total, leur fortune s'élève donc à quelque 110 milliards. Cette somme correspond à la moitié de la fortune des trois plus riches citoyens des États-Unis : Bill Gates, Warren Buffet et Jeff Bezos (respectivement 81, 78 et 72 milliards de dollars, soit un total de 231 milliards de dollars).

On nous dit en même temps que cette dernière somme équivaut à la fortune cumulée des 160 millions d'Américains les moins riches du pays. Comme l'indice des inégalités de Gini pour les deux pays est voisin (0,45 pour les États-Unis en 2013), on peut, par approximation, estimer que la fortune – inférieure de moitié – détenue par les trois plus riches Chinois équivaut au patrimoine non pas de la moitié mais du quart de la population chinoise, 350 millions d'individus. De telles proportions, malgré leur imprécision, sont aussi ahurissantes qu'inhumaines.

En aucun pays, mais en particulier en Chine, on ne saurait mesurer la croissance à l'augmentation du nombre des milliardaires. Les pauvres s'y comptent par centaines de millions ; les ignorer, c'est les insulter.

1. Les Nations Unies estiment à 0,4 l'entrée dans la zone des dangers.

2. La proportion atteindrait 43,8 % selon le Courrier international du 20 octobre 2017.

Qui sont les pauvres ?

Le seuil habituellement reconnu de la pauvreté (Banque mondiale par exemple) est de deux dollars par jour. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, 2,8 milliards de personnes vivent sous ce seuil. En fixant à 2300 yuan de revenu annuel (294 euros, soit 0,80 € ou 1 \$/jour) le seuil de la pauvreté, la Chine diminue statistiquement le nombre de ses pauvres et ne retient que la pauvreté absolue.

En 2016, la Banque mondiale estimait à 7,2 % la place de la pauvreté absolue dans la population d'Asie orientale. Appliqué à la Chine dont la démographie domine dans la région, ce taux indique cent millions de pauvres qui n'ont pas un dollar par jour. C'est-à-dire des effectifs très proches de ceux de la classe dite moyenne. Ces chiffres semblent fort discutables pour plusieurs raisons.

D'abord, on peut s'interroger sur leur brutale diminution depuis que la Chine est entrée à l'Organisation mondiale de Commerce et qu'elle a eu la promesse des Jeux Olympiques de 2008. En 1999, le taux de pauvreté extrême était de 37,5 % ; trois ans plus

tard, le pourcentage n'est plus que de 29,2 % ; il continue de s'abaisser rapidement : 18,6 % en 2005 ; 11,2 % en 2010 et 7,2 % en 2012. Or on sait combien il est difficile de combattre victorieusement l'extrême pauvreté, à cause de la multiplicité et de la complexité des facteurs qui l'engendrent : culture, santé, structures sociales, alimentation, insuffisance des infrastructures etc. Elle ne peut se réduire rapidement que par un vaste programme de redistribution couvrant l'ensemble du pays, programme qui n'existe pas en Chine.

Les pauvres se trouvent d'abord parmi les cinq cents millions de ruraux, agriculteurs actifs ou personnes âgées, installés à demeure sur des terres ingrates ou des terrains trop exigus ; ensuite chez les migrants (250 millions), qui ont fui les campagnes faute de terres arables suffisantes pour chercher un emploi, notamment dans les métropoles de l'Est et du Sud dont ils constituent un tiers ou un quart de la population. Ils sont nombreux non seulement dans le secteur de la construction et des travaux publics qui a largement contribué à la croissance chinoise mais encore dans la restauration de

rue, dans le grand et le petit commerce. Citons à titre indicatif l'estimation à six millions des effectifs de la prostitution.

Le salaire d'un ouvrier des chantiers engagé par contrat se situe d'ordinaire au tiers ou au quart d'un Smig français ; celui d'une femme de ménage, au dixième du Smig. Mais la durée et les conditions de travail n'ont rien à voir avec celle de l'Occident, outre que les entrepreneurs ont l'habitude de prendre des libertés avec les lois. Un procès vient d'être

intenté en janvier 2018 à l'entreprise coréenne Samsung qui employait des enfants de moins de seize ans, les contraignait à des horaires abusifs (soixante-douze heures par semaine) et leur imposait des conditions de logement, d'insalubrité et d'insécurité dégradantes. Ces indignités ont évidemment entre autres avantages, celui d'abaisser le prix des téléphones portables offerts aux consommateurs européens.

La prise en compte de l'exode rural

Puisque les revenus monétaires moyens sont en gros trois fois supérieurs dans les villes à ceux des campagnes et que la population de ces dernières est encore très nombreuse,

l'exode rural va inévitablement se poursuivre. Deux cents millions de Chinois devraient rejoindre les villes dans les décennies prochaines. L'exode rural maintiendra une

Quelques compléments sur l'économie des couches populaires.

Il est aisé de se tromper sur la signification des statistiques chinoises, si l'on oublie la spécificité des économies sous-développées, auxquelles appartiennent encore de larges étendues de la Chine d'aujourd'hui. Un exemple flagrant des méprises possibles est lié à la part élevée des services dans le produit intérieur brut. En 2014, ils auraient dépassé en importance l'activité manufacturière et représenteraient 47,6 % du P.I.B. Si l'on oublie le sous-développement chinois, on verra dans cette place des services la preuve que la Chine a atteint un stade très avancé de progrès économique : dans les services en effet, il y a les bureaux d'étude, la recherche industrielle, les services informatiques qui caractérisent une économie de pointe.

Mais on trouve parallèlement en Chine une surabondance de services qui caractérisent une économie arriérée : la masse des petits boutiquiers, des vendeurs de rue, des teneurs de boui-boui, des réparateurs, des transporteurs à la demande etc., où chacun propose des services qui n'exigent pas de grande qualification et tente de prendre sa part, au détriment du voisin, dans un marché forcément limité. Les marges y sont faibles, les journées de travail très longues. Il y a donc services et services : les uns portent la modernisation de la Chine ; les autres expriment son arriération économique. Un pourcentage global sur la part des services n'a guère de signification.

Malgré toutes intentions d'aménagement annoncées, il reste que deux cent cinquante à trois cents millions d'individus (quatre ou cinq fois la population française et deux ou trois fois la «classe moyenne» chinoise) vivent dans des endroits où ils ne sont pas

formellement autorisés à vivre et qui, par suite, jouissent de droits limités, même pour les choses les plus courantes de la vie et pour ce qu'un pays qui se réclame du socialisme serait normalement en devoir de fournir.

On estime à plus d'un million les habitants des sous-sols de Beijing et ceux qui logent dans des abris anti-aériens. Ce sont pour la plupart des migrants sans permis d'habitation (C.N.N. 18 février 2015) ; ils utilisent les sous-sols prévus comme protection contre des attaques aériennes. Le photographe Sim Chi Yin les a photographiés pendant cinq ans. Annette Kim de l'Université de Californie a dressé la carte de ces souterrains en étudiant plus de 7 000 offres d'emplacement à Beijing. Les dernières statistiques disponibles de l'O.M.S. pour la Chine sur vingt-cinq provinces) montrent un écart marqué dans le poids et dans la taille entre les enfants des villes et ceux des campagnes. Il en va de même pour l'indice de masse corporelle et ce, chaque fois en défaveur des ruraux. Ces chiffres suggèrent fortement une malnutrition des campagnes. Ces données se rapportent certes à 2010 mais elles concernent des données lourdes qui n'ont pu être bouleversées en quelques années. Les dépenses moyennes de santé par habitant s'élèvent en 2014 à 731 dollars que l'on peut comparer aux 4 508 dollars de la France. En part du P.I.B., les dépenses totales de santé représentent respectivement 5,5 % et 11,5 %. Selon les mêmes statistiques de l'O.M.S., l'espérance de vie à la naissance est de quatre ans inférieure à celle de la France pour les hommes (75 ans contre 79 ans) et de sept ans pour les femmes (78 ans contre 85 ans).

pression sur les salaires, en particulier ceux des migrants qui vivent en ville avec un certificat de résidence rurale, ce qui les prive de beaucoup de droits. Cette pression sur les niveaux de vie va à l'encontre des prétentions officielles – complaisamment reprises à l'étranger – d'une évolution vers une société de consommation.

Comme dans l'ensemble du tiers monde, l'exode rural a pour effet d'augmenter la part du revenu monétaire et de réduire l'autosubsistance, gratuite et comme telle, souvent sortie des statistiques. Le phénomène

peut conduire à une surestimation de la croissance réelle. Et ce, d'autant plus que les différentes pollutions affectent négativement l'économie : il est bon de fournir du riz à la population ; encore faut-il que ce riz ne renferme pas de rejets d'usines tels que le plomb ou le lithium, comme c'est souvent le cas à proximité des zones industrielles. Il est bon de créer des stades pour l'athlétisme ; encore faut-il que le mâchefer des pistes récupéré des usines ne dégage pas de résidus gazeux toxiques qui font tourner la tête des enfants qui s'y entraînent.

Qui doit perdre la face ?

Tout le monde, ou presque, chante la gloire de l'économie chinoise, reprenant ainsi l'argument essentiel par lequel le parti justifie son accaparement du pouvoir. Tout louangeur de l'économie est le bienvenu à Beijing. Certes l'immensité démographique laisse place pour des marchés prometteurs – y compris dans le secteur du luxe. Mais le gros du progrès se concentre sur la zone littorale : 14 % du territoire y produit 60 % du produit intérieur brut, y reçoit 83 % des investissements étrangers et effectue 87 % des exportations (chiffres de 2012).

Il n'y a aucune raison d'oublier le reste du territoire chinois ou de passer sous silence les progrès aussi ou plus rapides des pays voisins. Ces derniers, de toute évidence, n'ont pas souffert d'avoir accepté ce prétendu handicap que constituerait le respect des droits de l'Homme. Ces droits, qui en quelque sorte donnent de l'intelligence au corps social, n'en peuvent bloquer ni le développement ni la croissance.

Les vade me cum destinés aux hommes d'affaires et aux diplomates qui travaillent en Chine recommandent presque tous de ne pas faire perdre la face à leurs interlocuteurs. En louvoyant, en ne posant aucune des questions qui fâchent, on obtiendrait plus qu'en créant des situations inconfortables. Il est vrai que la diplomatie ne se déploie pas très efficacement à coups d'esclandres. Mais pas non plus en restant timoré pendant des décennies successives.

Une des forces et des vocations des démocraties vivantes, c'est de faire perdre la face aux dictatures et non de s'en accommoder. Tout silence gêné sur leurs mensonges et leurs ignominies les encourage et démoralise leurs millions de victimes. Les démocraties n'ont rien gagné en se cantonnant avec la Chine pendant plus d'une génération à des entretiens secrets,

en tête à tête et sans verbatim - tellement discrets qu'on n'est pas certain qu'ils aient eu lieu. N'a-t-on tiré aucune leçon des dégâts causés par la timidité à dénoncer les camps et les ambitions d'Hitler, la Shoah et les goulags staliniens ? Est-on si certain que la Chine est d'une autre nature, si personne n'enquête ni sur les camps de travail chinois où des millions d'individus croupissent tout en fabriquant pour l'exportation, si l'on se désintéresse des milliers d'exécutions annuelles (secret d'État), si l'on ne s'indigne pas qu'un Prix Nobel de la Paix soit incarcéré comme criminel et en meure, si l'on tient pour rien la répression d'un autre âge qui frappe les parents des condamnés politiques, si l'on ferme les yeux sur l'expansionnisme militaire et maritime du régime de Beijing ? Est-il raisonnable de n'en jamais parler en public, au prétexte que la retenue ou le mutisme sont plus efficaces ? Si la France craint de parler seule ce qui se peut comprendre, l'Union européenne n'a rien à redouter, avec son incontestable supériorité économique et technique et sa culture, nourrie d'esprit critique.

Est-ce qu'un régime autocrate qui dissimule de son mieux tout ce qui pourrait lui porter tort, qui interdit aux émissaires des Nations unies de rencontrer qui ils veulent dans leurs enquêtes³, qui prend l'art de flouer comme une composante essentielle de l'art de la guerre et de la diplomatie, qui aspire ouvertement désormais à la suprématie mondiale, qui a déjà asservi par la censure un sixième de la population du globe et compte bien soustraire indéfiniment cette dernière à des élections libres, ne constitue pas une sérieuse menace à moyen ou long terme pour l'équilibre du monde, un défi auquel il faudrait dès maintenant répondre dans la clarté, la mesure et la fermeté ?

Alain Bouc

3. Cf. à ce sujet les remarques introductives du Rapport sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme (Nations unies, trente-cinquième session du Conseil des droits de l'Homme, juin 2017). Le rapporteur Philip Alston déplore de n'avoir pu choisir ses interlocuteurs – le gouvernement chinois estimant que cette tâche lui incombait –, d'avoir été suivi en permanence par des policiers déguisés en citoyens lambda et de n'avoir pu rencontrer aucun dissident. Certains de ses interlocuteurs ont subi des menaces ou des mesures de rétorsion. Bref, le gouvernement a empêché l'émissaire des Nations unies de travailler librement. La Chine tire avantage de son siège au Conseil de Sécurité pour bafouer sans rien craindre l'Organisation des Nations unies.